

Non au lycée Blanquer :

pour un lycée émancipateur et égalitaire pour toutes et tous

SUD éducation dénonce depuis la publication du rapport Mathiot les finalités de cette réforme : ultra libérale, réactionnaire, et accompagnée de réduction de postes.

Au lieu de permettre aux élèves de se développer librement, ils/elles deviennent des auto-entrepreneurs de leur scolarité, responsables de leurs « réussites » et de leurs « échecs ». Loin de garantir une liberté de choix, la suppression des filières ne fera qu'accentuer les phénomènes de ségrégation scolaire et sociale en créant des filières déguisées (les « parcours fléchés ») et une concurrence accrue entre lycées, ce qui est désormais confirmé avec les cartes de spécialités très variable d'une académie à l'autre et d'un établissement à l'autre, publiées à la veille des vacances d'hiver. Nul doute que cela profitera aussi aux lycées privés inclus dans la répartition des enseignements de spécialité.

Contre ce modèle, SUD éducation défend des mesures immédiates dans la perspective de la mise en place d'un lycée polyvalent et polytechnique qui permette à chaque élève de se développer et de mûrir ce qu'il/elle souhaite faire une fois sa scolarité terminée.

Toutefois une réforme du lycée, aussi ambitieuse soit-elle, ne saurait suffire : pas d'autre école sans autre société !

Contre l'autonomie des chef-fe-s, pour une autonomie et une autogestion des équipes

Toute organisation de l'école est politique : quand il y a une hiérarchie des fonctions au sein d'un établissement entre les fonctions considérées comme prestigieuses (chef-fe d'établissement), dignes (enseignant-e-s) et indignes (personnels d'entretien), c'est bel et bien une façon de structurer la société qui est véhiculée. L'école reproduit un modèle politique et social inégalitaire où certaines tâches deviennent des corvées, comme les punitions de ménage, quand d'autres sont valorisées (être élu délégué-e).

La réforme Blanquer renforce cette hiérarchie, avec un poids accru accordé aux chef-fe-s d'établissement, et met en concurrence les lycées, les équipes et les élèves entre eux/elles.

Contre ce modèle hiérarchique et inégalitaire, SUD éducation défend :

- une répartition égalitaire de toutes les tâches entre les personnels ;
- la fin des fonctions de direction et la mise en place d'une direction collégiale qui laisse une place aux élèves et aux parents ;
- la fin des DHG locales au profit de cadrages nationaux qui, sans empêcher les initiatives locales, garantissent une égalité des conditions d'étude sur tout le territoire ;

- la socialisation sans indemnités, ni rachat, des lycées privés ;
- la mise en place de conditions démocratiques dans l'organisation des études pour apprendre à tou·te·s les élèves à délibérer (en sachant écouter, prendre la parole en public, etc.) et à assumer des responsabilités collectives en rendant des comptes de leurs actions.

Un lycée qui assure une orientation véritablement choisie par les élèves

* Le ministre a imposé à marche forcée des programmes élitistes, flous, sans concertation réelle avec les enseignant·e·s. **SUD éducation revendique** que l'élaboration des programmes scolaires donne une place à part égale aux universitaires et aux enseignant·e·s du second degré en poste. Ces personnels doivent pouvoir être indépendants de l'inspection et du ministère.

* La réforme Blanquer, sous couvert du choix des élèves, organise une ségrégation scolaire et territoriale avec une inégale répartition des enseignements de spécialité. Les filières seraient supprimées mais la proposition de « parcours fléchés » ou autres « triplettes » - pour être conforme aux attendus fixés par les filières du supérieur via Parcoursup' – ne fait que renforcer une inégalité dans l'accès aux études supérieures.

SUD éducation s'oppose à la hiérarchie des enseignements et des filières, **et revendique** une véritable décision des élèves dans la détermination de leurs parcours - avec des enseignements généraux, technologiques ou professionnels et agricoles à égalité - sans que ces décisions ne les entravent dans leur accès aux études supérieures. **C'est ce que nous appelons un lycée polytechnique.**

Dans cette perspective SUD Education revendique un rééquilibrage des horaires des disciplines par niveau, par séries et filières existantes, avec la volonté de rapprocher les enseignements des trois lycées. A côté du tronc commun, se trouveraient des enseignements d'initiation sur l'ensemble des autres disciplines nouvelles au lycée, et des enseignements pratiques et manuels. Des passerelles rétablies et renforcées entre les différentes voies et filières sur l'ensemble de la scolarité pour réduire encore plus les sorties sans diplômes.

* La réforme Blanquer met sans cesse l'accent sur l'orientation des élèves ; or loin de leur permettre de mieux s'orienter, elle leur impose de déterminer leur parcours professionnel dès leur entrée au lycée. En fonction des options proposées par leur lycée de secteur, les lycéen·ne·s ne pourront pas avoir accès à l'ensemble des formations du supérieur. Cette réforme ne laisse pas aux élèves le temps de se construire et de trouver ce qu'ils/elles souhaitent faire en s'appuyant sur leurs goûts. Les CIO étant menacés de suppression, les élèves qui ne seront pas guidé·e·s dans leur orientation pas leur entourage et des parents avertis seront laissé·e·s pour compte.

SUD éducation revendique au contraire :

- un véritable service public donnant un accès égal à l'information sur orientation, le rétablissement des CIO avec de véritables moyens
- la scolarisation obligatoire et gratuite jusqu'à 18 ans en permettant aux élèves de savoir réellement à quoi ils/elles peuvent s'attendre à la fin de leur scolarité
- la fin de toute forme de sélection à l'entrée dans le supérieur (ce qui suppose un plan d'investissement massif)
- le caractère national et anonyme du baccalauréat qui doit rester le premier grade universitaire.

Un lycée qui sorte de la culture de l'évaluation à tout prix

L'obsession de Blanquer pour la culture de l'évaluation et du classement se retrouve à tous les étages :

- les élèves sont évalué·e·s à l'entrée en 6^e et en Seconde avec des tests décourageants, sans fondement, sans réels moyens de remédiation des difficultés diagnostiquées, dont le but est de classer les établissements en fonction des résultats obtenus ;
- la réforme du lycée général et technologique implique une multiplication des évaluations avec au moins 19 épreuves sur 2 ans pour le nouveau Bac. En CCF deux épreuves sur les disciplines communes en première, puis une autre en terminale. A cela il faut bien sûr ajouter les épreuves de français en 1^{ere}, la philo en terminale... avant l'épreuve des deux spécialités au printemps. Mais les élèves seront tout de même évalué·e·s par un contrôle continu comme auparavant !
- les conseils de classe du second trimestre en Terminale doivent évaluer les compétences très floues des « fiches action » en vue de Parcoursup'. Ces parodies d'entretien professionnels sont, au mieux, redondantes avec le bulletin, et sont au pire, des mesures disciplinaires cachées.

Contre ce lycée de l'élitisme qui creuse toujours plus les inégalités, SUD éducation revendique :

- la fin de la mise en concurrence des établissements, des équipes et des élèves, induite par les réformes Blanquer ;
- l'abrogation de la réforme Parcoursup'
- une diminution du nombre d'élèves par classe à 25 en lycée hors éducation prioritaire et une augmentation du nombre d'enseignant·e·s titulaires afin que l'évaluation puisse être repensée ;
- le rétablissement d'un cadre national des dédoublements au contraire des heures à effectifs réduits variables d'un lycée à l'autre
- la diminution du temps de service devant élèves avec une décharge consacrée à la concertation et la formation entre pair·e·s, en s'appuyant sur les pédagogies qui renforcent la coopération et l'entraide plutôt que la concurrence entre les élèves, pour tous les personnels